

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50244

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Tilo SCHABERT, *Wie Weltgeschichte gemacht wird. Frankreich und die deutsche Einheit*, Stuttgart (Klett-Cotta) 2002, 592 p., ISBN 3-608-94257-2, EUR 35,00.

Ce livre a suscité lors de sa parution des controverses passionnées et il est toujours perçu par certains historiens comme une présentation complaisante de la politique menée par François Mitterrand à l'époque où l'effondrement du régime est-allemand et les changements intervenus en Union soviétique laissaient entrevoir un changement radical du système hérité de la guerre froide et créaient les conditions favorables à l'unification de l'Allemagne. Au rebours d'une opinion dominante dans les milieux intellectuels et politiques, l'auteur proclamait en effet haut et fort que le Président de la République était conscient depuis son accession au pouvoir de l'importance et de l'actualité de la question allemande et que loin de s'opposer aux aspirations nationales des Allemands qui s'exprimaient avec vigueur à l'automne 1989 dans les rues de Berlin, de Leipzig et de Dresde (*Wir sind ein Volk*), il avait reconnu leur légitimité et participé activement aux tractations diplomatiques qui ont fixé le cadre permettant l'accession de l'Allemagne unie à la pleine souveraineté. En tenant ce langage, il s'inscrivait en faux contre l'avis de ceux qui affirmaient que Mitterrand avait été pris de court par les événements qui se sont succédés à un rythme accéléré après le discours du chancelier Kohl devant le Bundestag, le 28 novembre 1989, et qu'il avait tenté de freiner le mouvement vers l'unification afin de préserver le statut international dont bénéficiait la France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. On conçoit donc que son livre ait été mal accueilli aussi bien par les détracteurs de la politique de Mitterrand qui lui reprochaient d'avoir manqué la « sortie de la guerre froide »<sup>1</sup> que par des historiens et des publicistes irrités par le ton apologétique de l'auteur et son penchant à éluder les questions que l'on pouvait légitimement se poser à propos du voyage du Président à Kiev et en RDA en décembre 1989<sup>2</sup>.

Les privilèges dont a bénéficié Schabert pour composer son livre et les libertés qu'il a prises avec les méthodes de la science historique expliquent dans une certaine mesure l'accueil mitigé réservé à son livre dans les milieux universitaires. En effet, de 1992 à 1995 il a été l'hôte de l'Élysée où toutes facilités lui ont été offertes pour mener à bien une recherche sur « le mode de gouvernement » de Mitterrand et la part prise par la France à « l'histoire mondiale ». Il a pu accéder ainsi à des archives présidentielles dont il cite de larges extraits et s'entretenir fréquemment avec des collaborateurs du Président qui l'ont éclairé sur la conduite de la diplomatie française pendant la période cruciale qui se situe entre la chute du mur de Berlin et la signature du traité de Moscou « portant règlement définitif concernant l'Allemagne ». C'est donc en se fondant sur des informations de première main et en exploitant des documents dont l'authenticité n'a guère été mise en doute que Schabert propose sa lecture de la politique allemande de la France. Toutefois, certains mettent en cause l'impartialité de ses jugements en raison de sa connivence avec l'entourage du Président et de la révérence particulière que lui inspirait la personnalité de Mitterrand. En outre, des membres de la corporation des historiens estiment qu'il n'a pas soumis ses sources à un examen critique rigoureux et font observer à juste titre qu'on ne peut établir la vérité en prenant pour argent comptant les déclarations des acteurs, surtout dans des circonstances où ils sont à la fois juges et parties.

Le fait est que le portrait de Mitterrand brossé par Schabert n'est pas exempt d'une certaine complaisance et qu'il lui prête des vertus politiques et des talents intellectuels hors du commun. Ainsi, il n'hésite pas, en se référant à Aristote et à Platon, à le présenter comme le

1 Voir le livre publié sous la direction de Samy COHEN, *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, Paris 1998.

2 Voir notamment les compte rendus du livre de Schabert par Daniel Vernet dans « Le Monde » du 20.9.2002, de Martin Mantzke dans « Internationale Politik » d'avril 2003 et de Jacques Bariéty dans « Politique étrangère », n°2, 2004.

«Président philosophe» et affirme que dès son accession au pouvoir en 1981 il aurait fait preuve d'une prescience remarquable dans l'analyse des relations Est-Ouest et de l'évolution de la question allemande. Convaincu que l'empire soviétique était voué au dépérissement et que la réunification de l'Allemagne était inévitable, il aurait mené avec continuité une politique tendant au dépassement de «l'ordre de Yalta» et se serait prononcé clairement pour l'unité allemande à condition que ce but soit poursuivi «pacifiquement et démocratiquement». À cet égard, le «scénario» (*Drehbuch*) français prévoyait une liaison étroite entre l'unification de l'Allemagne et la construction de l'Europe et grâce aux relations confiantes qu'entretenaient Mitterrand et Kohl, les obstacles qui se dressaient sur cette voie ont pu être écartés et l'encadrement européen de l'Allemagne unie se réaliser conformément aux vœux français. Quant aux tensions qui s'étaient produites entre Paris et Bonn au sujet de la création d'une union économique et monétaire et de la reconnaissance du caractère définitif de la frontière occidentale de la Pologne le long de l'Oder et de la Neisse elles se sont rapidement dissipées, les deux parties ayant acquis la conviction que seule une Europe forte et la garantie du statu quo territorial permettraient à l'Allemagne de surmonter sa division et de jouer un rôle positif dans l'édification d'un nouveau système de sécurité sur le continent.

Schabert concède toutefois que la France n'était pas le seul pays concerné par le processus de l'unification allemande et que le règlement définitif de cette question fut l'objet de négociations où les deux États allemands et les quatre États responsables de l'Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont fait valoir leurs propres conceptions. Les États-Unis avaient notamment indiqué d'entrée de jeu que la condition *sine qua non* de l'accession de l'Allemagne unie à la pleine souveraineté était son maintien dans l'OTAN et que cette organisation de défense collective du monde occidental avait vocation à devenir la pierre angulaire du nouvel ordre européen. Cette requête ayant été agréée et la France n'ayant joué qu'un rôle effacé dans le grand marchandage de l'été 1990 qui a permis la conclusion du traité de Moscou, on peut se demander si la diplomatie française peut se prévaloir en l'occurrence du succès éclatant dont la crédite l'auteur. Schabert n'entre pas dans ce débat et se borne à citer en conclusion de son livre de larges extraits d'un télégramme où le directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, exprime sa satisfaction sur l'aboutissement de la négociation à six tout en s'interrogeant sur l'avenir de la construction européenne. On sait aujourd'hui que l'Union européenne ne sera pas nécessairement un «môle de stabilité et de prospérité au sein du vieux continent» et que sa fonction d'encadrement de la «puissance centrale en Europe» au sens où l'entendait l'historien allemand, Hans Peter Schwarz, reste problématique.

En dépit des parti-pris de l'auteur, on ne saurait lui dénier le mérite d'avoir introduit le lecteur dans «l'atelier» (*Die Werkstatt der Weltpolitik*) où s'est élaboré à titre principal la politique étrangère de la France et de mettre à sa disposition des informations qui lui permettront de se faire sa propre opinion sur la conduite de la diplomatie française sous les deux septennats de Mitterrand. Schabert cite longuement les documents auxquels il a eu accès et l'on peut ainsi suivre les méandres de la pensée présidentielle sur les grands problèmes politiques contemporains. L'accent est mis sur sa vision de la place de l'Allemagne dans le système de sécurité hérité de la guerre froide et sur son attachement au maintien de l'équilibre des forces aussi longtemps que ne seront pas réunies les conditions d'une «sortie ordonnée de Yalta». Celle-ci implique un bon usage de la dissuasion nucléaire, un dialogue permanent avec l'adversaire idéologique, des progrès sur la voie du désarmement et la construction d'une Europe politique capable de s'affirmer comme un acteur stratégique face aux deux Grands. Sur tous ces points, l'auteur souligne les similarités entre les conceptions de Mitterrand et du général de Gaulle. La même observation vaut à propos de leurs visions respectives de l'Allemagne, celui-ci ayant affirmé dès 1959 que la réunification était le «destin normal du peuple allemand» et celui-là s'efforçant de persuader ses interlocuteurs d'outre-Rhin, plutôt sceptiques, que la nation allemande retrouverait un jour son unité. Il

serait resté fidèle à cette conviction lorsque les changements qui se sont produits en Europe centrale et orientale à la fin des années 1980 ont créé les conditions favorables à la réalisation de ce rêve et se serait avant tout soucieux de canaliser le mouvement vers l'unification en l'inscrivant dans le cadre d'une Europe unie. Sur les variations et les ambiguïtés des démarches du Président de la République française pendant la période où tout était en flux, Schabert aurait pu adopter une attitude plus distanciée. Certes, il fait état des réserves que le voyage en RDA a inspiré à certains membres de son entourage et il reconnaît que bien des malentendus auraient pu être dissipés si Mitterrand avait clairement exposé les orientations de sa politique vis-à-vis de l'Allemagne au début de l'année 1990, comme le lui conseillaient ses collaborateurs les plus proches. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il a sans doute jugé qu'il valait mieux entretenir le doute sur ses intentions mais ses détracteurs sont prompts à voir dans ce refus de s'engager nettement le signe d'un désarroi face à des réalités qui échappaient à son emprise. En l'occurrence, Mitterrand aurait réagi en »Florentin« et aurait ainsi terni l'image du »Président philosophe« dont Schabert se fait le thuriféraire.

Quoi qu'il en soit, on ne pourra pas négliger son livre si on se préoccupe de la politique étrangère de la France sous la présidence de Mitterrand et plus particulièrement des relations franco-allemandes. Celles-ci font l'objet de développements substantiels et l'auteur ne dissimule aucune des difficultés qui ont surgi entre Paris et Bonn aussi bien au plan des politiques économiques et monétaires qu'à celui des politiques de sécurité. Il met notamment l'accent sur les divergences qui ont hypothéqué les relations franco-allemandes dans le domaine nucléaire et souligne la répugnance des Allemands à sacrifier la *D-Mark* sur l'autel de la construction européenne. De ce fait les tensions étaient très vives à la veille de la chute du mur de Berlin et Schabert retrace dans le détail les tractations qui ont permis de les réduire et d'amorcer le processus de l'unification allemande selon un modèle qui donnait satisfaction aux deux parties. À cet égard, les conclusions de son livre rejoignent celles de Frédéric Bozo qui au terme d'une étude menée avec une rigueur exemplaire<sup>3</sup> fait justice de la thèse véhiculée par l'historiographie allemande et anglo-saxonne sur le double jeu de la France qui aurait tenté de ralentir, sinon d'empêcher »l'ensemble du peuple allemand de recouvrer son unité par la voie d'une libre autodétermination«.

Jean KLEIN, Paris

Günter GAUS, *Widersprüche. Erinnerungen eines linken Konservativen*, Berlin (Propyläen) 2004, 379 p., ISBN 3-549-07181-7, EUR 25,00.

Günter Gaus (1929–2004) fut un journaliste en vue de la presse et de la télévision. Se sachant gravement malade, il se décida à rédiger ses mémoires. Le livre est écrit d'une plume sûre et élégante, avec une maîtrise parfois recherchée des termes et un don d'évocation qui fait revivre le passé. Assumant ses »contradictions« (annoncées par le titre), l'auteur se met en scène sans orgueil ni fausse modestie, en portant sur les gens un œil lucide. On suit avec intérêt le parcours qu'il revit.

Sa jeunesse se situe à Braunschweig. Son père, commerçant de souche rurale, observe envers le national-socialisme »une distance méfiante« (p. 112): le 22 juin 1941, il confie en famille »Nous sommes entrés en Russie. Maintenant nous perdons la guerre«. À quinze ans, Günter Gaus est requis pour des travaux de fortification, puis incorporé à la dernière minute dans une unité militaire en débandade. Quand il revient dans sa ville, souvent bombardée, les Américains sont là et sa mère lui dit: »Désormais tu peux te déshabiller pour dormir«; »les avions qui nous survolent sont de notre côté«.

3 Frédéric BOZO, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris 2005.